Extrait du site UGTG.org

url :Ã <http://ugtg.org/spip.php?article898>

HÃ´tellerie : l'Ã©tat et les politiques au service des patrons voleurs !

- Dossier spÃ©cial LKP - Secteurs mobilisÃ©s -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 7 mai 2009

Mis Ã jour le : jeudi 7 mai 2009

UGTG.org

Journal en vente au tarif de deux euros. Contact : 0690 375 969

Editorial

[\[JPEG\]](#) Les travailleurs en lutte refusent de se résigner à ne pas exiger au mieux que des choses - valises de plus en plus importants.

Ils entendent, avec leurs organisations, livrer le véritable combat pour l'essentiel : le droit à l'emploi, la dignité du travail, le refus des fermetures fondées exclusivement sur la profitation.

Les poursuites contre les grévistes mobilisés qui défendent le droit au travail et leur emploi en organisant des piquets de grève nous sont familières. Alors que ce sont les employeurs à souvent patrons voleurs dans ce secteur qui engagent des procédures en fraude à la loi.

Mi journal espagnol a UHTR-UGTG, an solidarite a pi travay a tourism a lot lri ki an gran, lisansy, an chomaj pawtyel total Euros! ki tout manas d lisansiman. Bay lavwa, bay lanmen, bay f pou pwan f !

Tout d'abord que l'Etat, les politiciens locaux et le patronat font leurs Etats généraux, ils y a aujourd'hui près de 752 salariés menacés de licenciement dans les hôtels Pierre & Vacances, Manganao & Club Med, qui appartiennent tous trois à des grands groupes internationaux : Pierre & Vacances International, Nouvelles Frontières & Club Med International.

A l'instar de ce qui se passait il y a plus de quatre mois quand le tribunal de la cour d'appel de Basse-Terre a validé un holdup financier après la liquidation de l'hôtel Kalenda, alors que toutes les garanties et conditions de reprise étaient réunies. Et après la liquidation de l'hôtel Anchoage, tombé en redressement judiciaire le 6 juillet 2008 et liquidé le 31 juillet 2008 soit au total 160 licenciements.

Autrement dit, de juillet 2008 à avril 2009, en l'espace de moins de 10 mois, ce ne sont pas moins de 1000 salariés qui ont été licenciés ou qui sont menacés de licenciement. Ce qui représente, rapporté à la population française, près de 150 000 personnes qui sont dans une situation de misère, de détresse! victimes de la profitation.

Le tout avec le soutien et la complicité de l'Etat français, des politiciens guadeloupais et de la justice qui soutiennent la politique dévastatrice du MEDEF, et qui leur dicte une politique d'radicalisation des forces sociales dans ce secteur, et visant à ratiboiser les travailleurs.

Ce qui signifie effectivement que dans la période actuelle, la meilleure réponse, la meilleure riposte que les travailleurs peuvent opposer à l'offensive patronale, c'est un engagement fier, massif et déterminé dans la lutte qui a démarré le 1er mai 2009 et qui se poursuivra notamment le 7 mai.

UHTR-UGTG,

Mai 2009